

Asile et migrations : stop à l'inhumanité !

Le projet de loi Asile et Immigration ne sera pas débattu par l'Assemblée nationale qui a adopté la motion de rejet préalable présentée par EELV et votée par la NUPES, LR et le RN pour des raisons diamétralement opposées. C'est un camouflet pour le ministre de l'Intérieur., Pour autant, le pouvoir n'est pas disposé à renoncer puisque Gérard Darmanin a annoncé que le texte allait « continuer le chemin institutionnel ». Le gouvernement peut en effet renvoyer le texte au Sénat ou convoquer une commission mixte paritaire (7 sénateurs, 7 députés) pour chercher à faire passer son projet que le Sénat avait aggravé en adoptant des mesures honteuses comme la suppression de l'aide médicale d'Etat (AME), l'instauration de 5 ans de présence pour percevoir l'APL ou des allocations familiales, la restriction du droit à une vie de famille...

Le danger n'est donc pas écarté de voir resurgir une loi compliquant la vie, précarisant la situation et aggravant les souffrances de milliers de personnes venues chercher un refuge, la paix et la liberté dans notre pays. Les marchandages politiques entre Darmanin, la droite et l'extrême-droite ne vont pas s'arrêter et risquent de déboucher sur un texte contraire aux droits humains fondamentaux et à notre devise républicaine.

**Il est encore temps de continuer à dire NON et de réclamer le retrait du texte...
à l'occasion de la Journée internationale des migrants**

Rassemblement

**lundi 18 décembre 2023 à 18 h
place de la Liberté à Lons-le-Saunier**

NON au refus de soigner des personnes malades

NON à la suppression du droit du sol

NON au refus d'accueillir des personnes en danger de mort dans leur pays avec le durcissement des conditions d'obtention du droit d'asile

NON à l'enfermement pendant plusieurs mois sur décision administrative et sans jugement des personnes demandant notre protection

NON aux obstacles multiples qui empêchent des personnes de travailler alors que de nombreux employeurs du Jura veulent les recruter

NON à l'aggravation de la précarité des étudiants étrangers

NON à la restriction des conditions du regroupement familial

NON à la mise à la rue de mineurs non accompagnés et de jeunes majeurs

Signataires : Attac – Artisans du Monde – CCFD – CCR Champagnole – Ligue de l'enseignement – Peuples solidaires – SOS-Racisme – CGT – CNT – Confédération paysanne – FSU – SUD Industrie – UTR-CFDT Jura – EELV – LFI – PCF – PS